



Réunion mensuelle ordinaire

Le 27 avril 2020

Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Commission de services régionaux de Fundy tenue le lundi 27 avril 2020, au 10, ch. Crane Mountain, à Saint John, par téléconférence.

1. Ouverture de la séance

Le président, Gary Clark, déclare la séance publique ouverte à 11 h 8.

2. Sont présents – par téléconférence

Gary Clark	Présidente du conseil d'administration
Glen Baxter	Vice-président
Bette Anne Chatterton	Mairesse de St. Martins
Don Darling	Maire de Saint John
Grace Losier	Mairesse de Grand Bay-Westfield
Nancy Grant	Mairesse de Rothesay
Brenda Rathburn	Représentante de district de services locaux
Jim Bedford	Représentant de district de services locaux
John Cairns	Représentant de district de services locaux

Sont absents :

AUTRES

Marc MacLeod, directeur général, CSRF

Alicia Raynes, secrétaire de séance, CSRF

Brian Shannon, inspecteur en bâtiment/agent d'urbanisme, CSRF

Les Weber, coordonnateur régional de la gestion des urgences – OMUNB, région 9

Andrew Logan – Teed Saunders Doyle & Co.

3. Adoption de l'ordre du jour

Le président demande que l'ordre du jour soit adopté.

Proposition : Adopter le procès-verbal du 27 avril 2020 tel quel, les projets communautaires ayant été renumérotés au numéro treize (13), l'ajout des points de recyclage (conteneurs bleus) au numéro neuf (9), le renouvellement d'un mandat au conseil d'administration d'YSJ au numéro dix (10), l'augmentation annuelle du personnel au numéro onze (11) et la question juridique des

retraites des employés au numéro douze (12).

Proposé par : Don Darling
Appuyé par : Glen Baxter
Vote : *Proposition adoptée*

4. Divulcation de conflit d'intérêts

Personne

5. Adoption de procès-verbaux

Proposition : Adopter le procès-verbal du 24 février 2020.

Proposé par : Glen Baxter
Appuyé par : Brenda Rathburn
Vote : *Proposition adoptée*

6. Planification – inspection des bâtiments – premier trimestre 2020

Brian Shannon, inspecteur en bâtiment et agent d'urbanisme de CSRF, présente son rapport de construction, d'aménagement et d'urbanisme du premier trimestre pour le Village de St. Martins et les zones rurales de la CSRF. Jusqu'à ce jour, l'estimation des coûts de construction pour 2020 est inférieure de 9 000 \$ à celle de 2019.

Proposition : Recevoir et classer le rapport tel que déposé.

Proposé par : Glen Baxter
Appuyé par : Nancy Grant
Vote : *Proposition adoptée*

7. Finances

a. États financiers vérifiés 2019

Le directeur général de la CSRF, Marc MacLeod, présente au conseil d'administration un aperçu des états financiers vérifiés de 2019. Il fait remarquer que les ventes de 2019 ont été plus élevées en partie en raison de l'augmentation de l'achalandage du public et des inondations de 2019. Il fait également état d'un accroissement de 6 % des déchets municipaux. De plus, les coûts de traitement des lixiviats ont augmenté à cause d'une pluviométrie plus importante l'année dernière et de l'ouverture d'un plus grand nombre de cellules à ordures, attribuable à l'attente de la décision de l'EIE sur la demande de permis d'exploitation de carrières. La CSRF a également connu une hausse des coûts causée par la fermeture des marchés asiatiques du recyclage.

Andrew Logan, de Teed Saunders Doyle & Co., est invité à donner un résumé de ses conclusions. Les rapports financiers internes n'ont pas fait l'objet d'écritures d'ajustement. La CSRF dispose de contrôles internes efficaces et aucun problème important n'a été constaté au cours de la vérification.

Quelqu'un demande si la nouvelle dette à long terme doit refinancer le prêt à vue pour l'aménagement de la cellule 8. Le directeur général, Marc MacLeod, a répondu que oui, c'est bien cela.

Proposition : Recevoir et classer les états financiers de 2019 tels que présentés.

Proposé par : Don Darling
Appuyé par : Jim Bedford
Vote : *Proposition adoptée*

b. États financiers du 1^{er} trimestre de 2020

Le directeur général, Marc MacLeod, présente les états financiers du 1^{er} trimestre 2020, en en faisant un résumé. On constate un déficit d'environ 70 000 \$ pour les déchets solides, mais c'est une question de temps parce que les projections budgétaires sont linéaires et ne tiennent pas compte des fluctuations saisonnières qui ne sont pas corrigées à ce stade. On demande si la COVID-19 pourrait avoir des répercussions financières sur la CSRF. Le directeur général, Marc MacLeod, explique qu'en général, deux tiers des déchets proviennent du secteur ICI et qu'un tiers seulement est d'origine résidentielle. Une hausse soudaine du volume aura probablement lieu pendant une période de trois à quatre semaines, suivie d'une forte baisse causée par une diminution des déchets commerciaux.

Proposition : Recevoir et classer les états financiers du 1^{er} trimestre 2020 tels que présentés.

Proposé par : Don Darling
Appuyé par : Glen Baxter
Appuyé par : *Proposition adoptée*

8. OMUNB – Les Weber

Les Weber, coordonnateur régional de la gestion des urgences pour l'OMUNB région 9, donne une présentation générale, en faisant le point sur la COVID-19 et la crue printanière de 2020.

M. Weber confirme qu'à ce jour, le Nouveau-Brunswick a recensé 112 cas de COVID-19. Les gestionnaires de l'organisation des mesures d'urgence se réunissent dans toutes les municipalités depuis le 27 janvier 2020. Ils ont tenu des réunions hebdomadaires qui ont permis de faire le point sur la COVID-19 et la crue printanière. Des rencontres hebdomadaires ont également été organisées avec la Dre Kim Barker. M. Weber parle aussi des différents programmes qui ont été mis en place pour aider les personnes dans le besoin à se nourrir et à se loger pendant l'épidémie de COVID-19.

La surveillance du fleuve a débuté le 11 mars 2020. Les municipalités ont acheté des sacs de sable préremplis ou des machines à sacs de sable pour se préparer en cas d'inondation. M. Weber indique aussi que la Croix-Rouge canadienne n'ouvrira pas de centres d'accueil dans le cas de la crue printanière, mais qu'il sera possible de s'inscrire en ligne et que toute personne touchée pourra être logée à l'hôtel si elle n'a pas d'aide de sa famille.

Proposition : Accepter et classer la présentation telle que présentée.

Proposé par : Don Darling
Appuyé par : Glen Baxter
Vote : *Proposition adoptée*

9. Conteneur bleu de recyclage

Les membres du conseil veulent savoir quand les sites de conteneurs bleus seront ouverts au public. Le directeur général, Marc MacLeod, explique que la CSRF attend que Travail sécuritaire NB et la Santé publique publient des lignes directrices sur les mesures de contrôle à mettre en place avant la reprise des activités normales. Il n'y a pas de personnel en permanence dans ces sites et il restera à en déterminer le mode d'application des règles de distanciation physique.

Une discussion suit sur l'utilisation des conteneurs bleus par le public, malgré les panneaux d'interdiction qui y ont été apposés. Quelqu'un demande s'il serait possible de bloquer les conteneurs. Le directeur général, Marc MacLeod, répond qu'il serait probablement plus rentable et moins risqué de les enlever complètement, mais que ce n'est pas envisagé pour le moment. La CSRF consulte son service juridique pour s'assurer que les panneaux offrent une protection sur le plan de la responsabilité.

Proposition : Accepter et classer la présentation telle que présentée.

Proposé par : Don Darling
Appuyé par : Grace Losier
Vote : *Proposition adoptée*

10. Renouvellement d'un mandat au conseil d'administration d'YSJ

Le directeur général, Marc MacLeod, signale que le mandat de Shilo Boucher au conseil d'administration de l'Aéroport de Saint John est à renouveler. M^{me} Boucher est prête à prolonger son mandat de trois ans avec le soutien du conseil d'administration de la CSRF.

Proposition : Renouveler pour trois ans le deuxième mandat de Shilo Boucher au conseil d'administration de l'Aéroport de Saint John.

Proposé par : Grace Losier
Appuyé par : Glen Baxter
Vote : *Proposition adoptée*

11. Augmentations annuelles des salaires du personnel

Le directeur général, Marc MacLeod, explique que le budget approuvé pour 2020 prévoit une augmentation de 2 % des salaires du personnel de bureau. En 2019, la croissance de l'Indice des prix à la consommation (IPC) s'est élevée à 2,3 %. Cependant, une recommandation d'augmentation de 2 % a été présentée, ce qui correspond à l'augmentation de 2 % du personnel syndiqué et à l'augmentation de 2018 où l'IPC était de 0,6 %. La CSRF a approuvé une augmentation de 1,75 % pour concorder avec le syndicat.

Don Darling indique que les directives actuelles de la Ville de Saint John concernant les augmentations du personnel des conseils municipaux ne lui permettent pas d'appuyer la proposition.

Proposition : Autoriser la Commission à rajuster les salaires du personnel pour refléter une augmentation de 2 % pour 2020.

Proposé par : Nancy Grant

Appuyé par : John Cairns
Vote contre : Don Darling
Vote : Proposition adoptée

12. Aspects juridiques – Retraites des employés

Le directeur général, Marc MacLeod, présente un bref historique de l'erreur dont ont fait l'objet les cotisations de retraite des employés de 2004 à 2018. Un « nouveau » régime de retraite des employés a été mis en place en 2004. Or, de 2004 à 2018, la partie correspondant à la contribution de l'employeur a été traitée comme un revenu. L'erreur a été découverte en 2018 par le nouveau comptable de la CSRF. L'ARC a compensé pour toutes les années de 2008 à 2018. Un avis juridique préliminaire indique que la CSRF est responsable du reste des sommes de 2004 à 2007. Les couvertures d'assurance de la CSRF ont offert de couvrir la majorité de la partie principale. On demande au directeur général, Marc MacLeod, de contester la totalité de la valeur du principal. La valeur future a été calculée par le personnel et devrait être couverte séparément.

Proposition : Que la Commission finance la valeur future des montants de 2004 à 2007, plus la franchise d'assurance, à partir des opérations.

Proposé par : Grace Losier
Appuyé par : Jim Bedford
Vote : Proposition adoptée

13. Projets communautaires

Le directeur général, Marc MacLeod, déclare que le décret 2005-112 exige la création d'un fonds annuel pour les équipements sur place, la communauté hôte ou une combinaison des deux. Ce décret permet la consultation des groupes locaux pour déterminer qui peut bénéficier de cet argent. L'accord avec Crane Mountain Enhancement, Inc. (CMEI) prévoit une allocation de 75 000 \$ par année, ajustée jusqu'à 90 199 \$ en 2020 pour tenir compte de l'inflation partielle. Conformément à l'accord, CMEI doit évaluer et recommander équitablement les projets à financer. Ensuite, la Commission de gestion des déchets solides de Fundy examine et prend en considération les recommandations avec CMEI. Un nouveau tableau d'évaluation a été mis au point en partenariat avec CMEI. L'évaluation ainsi obtenue a été consignée sur la fiche de recommandation, ce qui a permis d'établir un classement pour le décaissement des fonds.

Le directeur général, Marc MacLeod, explique qu'en raison de la nature communautaire des projets et de la persistance de l'état d'urgence, certains projets pourraient, on le craint, ne pas être réalisés dans les délais requis. Même si l'état d'urgence est levé, il y aura toujours une série de restrictions inconnues qui pourraient avoir des répercussions sur l'achèvement des projets, entraînant ainsi la perte de financement. On aborde la question du soutien à l'économie par la poursuite des projets. Il est entendu que s'il est impossible de les réaliser, ils feront l'objet d'une discussion à la Commission aux fins d'orientation.

Proposition : Autoriser le financement de projets de la communauté hôte, comme présentés, jusqu'à concurrence de 90 199 \$ en 2020.

Proposé par : Grace Losier
Appuyé par : Brenda Rathburn

Vote : *Proposition adoptée*

Une discussion s'engage sur la date de la prochaine réunion. Le directeur général, Marc MacLeod, indique que l'assemblée générale annuelle se tient généralement en mai et que cet événement est l'occasion d'élire le président du comité et le vice-président. On fait remarquer que le vice-président, Glen Baxter, ne reviendra pas après le 1^{er} juin 2020, son mandat étant terminé. Quelqu'un demande si l'assemblée annuelle va être reportée et le cas échéant, si le mandat des membres du conseil d'administration va être prolongé? Le directeur général, Marc MacLeod, répond qu'une solution de rechange serait trouvée dans l'intervalle.

Proposition : Retarder l'assemblée générale annuelle jusqu'en juin.

Proposé par : Grace Losier
Appuyé par : Brenda Rathburn
Vote : *Proposition adoptée*

Le président Gary Clark demande une proposition pour lever la séance.

Proposition : Lever la séance à 12 h 5.

Proposé par : Grace Losier
Appuyé par : Brenda Rathburn
Vote : *Proposition adoptée*
envie

ADOPTÉ le _____

Gary Clark, président du conseil

Alicia Raynes, secrétaire de séance